

DÉCISION DU MAIRE

N° 26 / 094

Travaux d'infrastructure rue de Rouvres à Montgeron

Vu l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales relatif aux délégations accordées par le Conseil municipal au Maire,

Vu le Code de la commande publique, notamment son article R2123-1 1°,

Vu la délibération n°26/06 du Conseil municipal en date du 29 mars 2026 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal au Maire, et notamment le point n°6 par lequel Madame le Maire a délégué pour « *prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget* »,

Considérant la nécessité de passer un contrat pour des travaux d'infrastructure rue de Rouvres à Montgeron,

Considérant que la mise en concurrence a été réalisée selon les dispositions de l'article R2131-12 1° du Code de la commande publique, via la publication d'un avis de marché sur le profil d'acheteur et au journal LE PARISIEN, habilité à recevoir des annonces légales,

Considérant qu'à la date limite de remise des offres, fixée au 20 mars 2026 à 15h00, il a été constaté la réception de cinq (5) plis,

Considérant qu'après ouverture et analyse des offres, l'offre du candidat **COLAS FRANCE** a été jugée comme étant économiquement la plus avantageuse, au regard des critères de jugement des offres,

Le Maire décide

- Article 1 De signer avec le candidat **COLAS FRANCE** sis route de Brières les Scellés - 91150 ETAMPES, siret n° 329 338 883 02670, un contrat de travaux d'infrastructure rue de Rouvres à Montgeron.
- Article 2 Le contrat prend effet à compter de sa date de notification officielle (date du retrait du recommandé électronique, sur la plateforme de dématérialisation www.maximilien.fr, faisant foi). Il s'achève à l'issue de l'expiration du délai de la ou des période(s) de garantie(s). Pendant cette / ces période(s), les clauses du contrat demeurent applicables aux parties. La réception des travaux (y compris sans réserve) n'a pour effet de mettre un terme aux relations contractuelles.
- Article 3 Les dépenses engagées dans le cadre de ce contrat seront imputées sur le budget de la commune et l'évaluation de l'ensemble des prestations à exécuter s'élève à : 673 250,50€ H.T, soit 807 900,60€ T.T.C.
- Article 4 Le Directeur Général des Services ou la Direction Générale Adjointe de la commune de Montgeron est chargé de l'exécution de cette décision qui sera transmise à Madame la Préfète et notifiée à(aux) intéressé(s).
- Article 5 La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Fait à Montgeron le,

06 MAI 2026


Sylvie CARILLON
Maire de Montgeron
Conseillère régionale d'Ile-de-France

